

Accord interprofessionnel national

CRÉATION DU PEI ET PRESVI
« ÉPARGNE SALARIALE-PROFESSIONS LIBÉRALES » ES-PL

Avenant n° 6 du 14 janvier 2021

à l'accord du 27 novembre 2002
relatif au PEI et au PERCOI

NOR : ASET2150316M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNAPL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application de l'article L. 3333-7 du code du travail, il est décidé de modifier les modalités relatives au plan d'épargne retraite collective interentreprises (PERCOI) de l'accord interprofessionnel PEI et PERCOI épargne salariale des professions libérales ES-PL conclu le 27 novembre 2002. Cet avenant a pour objet de le transformer en plan d'épargne retraite d'entreprise collectif interentreprises (ci-après PER COL-I) mentionné à l'article L. 224-16 du code monétaire et financier.

Dans ce cadre, il est conclu le présent avenant à l'accord d'épargne salariale des professions libérales (« ES-PL ») conclu le 27 novembre 2002, et modifié par voie d'avenants respectivement conclus en date du 18 septembre 2003, 27 septembre 2004, 16 juillet 2007, 6 juin 2012 et 22 février 2016.

Le présent avenant a pour objet :

- d'étendre les modalités d'abondement offertes aux entreprises ;
- de mettre en conformité l'accord avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite « Loi Pacte ») ainsi que l'ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite, et tout particulièrement les dispositions relatives aux articles L. 224-1 et suivants du code monétaire et financier, à savoir notamment :

- l’ajout de la notion de titulaire en référence à l’adhérent au PER COL-I ;
- la possibilité pour les titulaires d’effectuer des versements déductibles de l’assiette de l’impôt sur le revenu ;
- de mettre à jour l’accord suite à la publication du décret n° 2020-683 du 4 juin 2020 autorisant le déblocage anticipé de l’épargne salariale en cas de violences conjugales ;
- de mettre à jour l’annexe relative à la gestion pilotée en réintégrant une grille de gestion pilotée de profil « Équilibre » en application des règles de désensibilisation fixées par la loi Pacte ;
- de mettre à jour la dénomination des acteurs des plans.

Il est rappelé que ce dispositif permet notamment, conformément à l’esprit des réformes engagées en la matière, d’étendre l’accès à l’épargne salariale et retraite aux salariés des entreprises de moins de 50 salariés, autrement dit des TPE/PME.

Article préliminaire

À titre liminaire, il est à noter que la dénomination du PERCOI ES-PL évolue pour devenir PER COL-I ES-PL.

L’accord interprofessionnel relatif au PEI et au PERCOI « Épargne Salariale – Professions libérales » (ES-PL) est renommé « Accord interprofessionnel relatif au PEI et au PER COL-I « Épargne Salariale – professions libérales » (ES-PL).

Par conséquent, le terme « PERCOI ES-PL » est systématiquement remplacé par le terme « PER COL-I ES-PL ».

Les modifications apportées à l’accord par le présent avenant sont mentionnées en bleu dans le texte ci-après.

Article 1^{er} | **Modification du préambule de l’accord interprofessionnel relatif au PEI et au PERCOI « Épargne salariale – Professions libérales » (ES-PL) du 27 novembre 2002**

« La loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l’épargne salariale ouvre de nouvelles possibilités à la mise en œuvre des plans d’épargne afin de favoriser le droit d’adhérer pour chaque salarié, dans chaque PME. Par ailleurs, la diversité des placements, les différences de durée d’indisponibilité, les nouvelles possibilités de transfert, si elles favorisent incontestablement la démarche autour de l’épargne, peuvent rendre plus complexe le suivi des droits et ce, malgré les efforts d’information imposés par le législateur.

Pour donner corps à cette volonté du législateur d’étendre l’accessibilité au plan d’épargne, et afin de favoriser la permanence de la démarche, le 27 novembre 2002, les partenaires sociaux ont décidé d’instaurer un plan d’épargne interentreprises (PEI) et un plan d’épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-I) **devenu plan d’épargne retraite d’entreprise collectif interentreprises PER COL-I le 14 janvier 2021, dans le respect des dispositions figurant aux articles L. 3332-1 et suivants du code du travail et L. 224-1 et suivants du code monétaire et financier.**

Cet accord crée un cadre juridique de gestion, que ce soit pour le PEI, ou le PER COL-I mais non une obligation stricte d’adhérer au dispositif pour les entreprises. Toutefois, toute entreprise y adhérant doit s’y conformer.

Il s’agit d’un accord de mise en œuvre d’un plan d’épargne à 5 ans d’une part, et d’un PER COL-I pour la retraite d’autre part, permettant aux salariés, au chef d’entreprise, au mandataire social d’une entreprise adhérente d’en devenir personnellement bénéficiaires **ou titulaires**. Les entreprises pourront devenir elles-mêmes acteurs du

système en décidant, par exemple, au-delà de la participation aux frais de gestion, une politique active d'abondement, dans le respect des principes légaux et conventionnels réglementant les plans d'épargne [et de retraite](#). Les entreprises adhérentes s'engagent à respecter le principe de non-substitution de l'abondement à un élément de rémunération posé à l'article L. 3332-13 du code du travail.

Il est entendu que les dispositions du présent accord peuvent être améliorées au niveau de la branche ou de l'entreprise.

L'accord conclu le 27 novembre 2002 a par la suite été modifié par avenants signés successivement le 18 septembre 2003, le 27 septembre 2004, le 16 juillet 2007, le 6 juin 2012, le 22 février 2016 et le 14 janvier 2021. La version de l'accord ci-après constitue une version consolidée des modifications successives et se substitue à la dernière version existante. »

Article 2 | Modification de l'article 1^{er} « Champ d'application professionnel et géographique » de la section I

« Les entreprises susceptibles de voir leurs salariés et dirigeants devenir adhérents du PEI ES-PL et/ou du [PER COL-I](#) ES-PL sont celles qui sont comprises dans le champ d'application constitué par les professions libérales membres de l'UNAPL. Les listes des syndicats professionnels engagés par l'accord et des activités couvertes par l'accord figurent respectivement en annexe 1 et 1 *bis*.

Le champ d'application est national, y compris les DOM.

Les dispositions de l'accord ont fait l'objet d'une extension, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à l'exclusion :

- d'une part, des activités relevant du champ d'application de la convention collective du notariat du 8 juin 2001 ;
- et d'autre part, des activités de conseils en systèmes informatiques, de conseils en affaires de gestion, ingénierie et études techniques, mais seulement lorsqu'elles sont exercées sous la forme d'une société ;
- et à l'exclusion de certains articles énumérés par l'arrêté du 1^{er} août 2003 portant extension d'un accord relatif à l'épargne salariale dans le secteur des professions libérales.

Toutes les dispositions du présent accord peuvent recevoir application directe dans l'entreprise, certains engagements pouvant toutefois être améliorés (exemple : abondement) au niveau de la branche ou de l'entreprise. Celle-ci a pour seule obligation, en cas d'adhésion d'un de ses membres, de prendre en charge les frais de tenue de compte (cf. article 14-4).

Les partenaires sociaux s'accordent à préciser que les salariés de l'UNAPL et des organismes qu'elle a créés peuvent bénéficier des dispositions du plan d'épargne salariale ES PL sur simple décision de leurs instances exécutives agissant en tant qu'employeurs.

Son extension sera demandée auprès de la direction générale du travail (DGT). »

Article 3 | Modification de l'article 2 « Durée de l'accord. Révision. Dénonciation » de la section I

« Le présent accord est établi à durée indéterminée.

Il peut être dénoncé selon les règles légales définies aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail par tout ou partie des signataires, patronaux ou représentant les syndicats de salariés. Toutefois, les parties signataires s'accordent pour prolonger la

période de négociation ouverte à l'issue du préavis qui suit la dénonciation portant ainsi le délai de survie du présent accord à 18 mois.

L'accord peut être révisé dans les conditions définies aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail, notamment en cas de mise en conformité avec les dispositions nouvelles ultérieures à la signature du présent accord.

La demande de révision est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modifications de la fiscalité ou de l'assujettissement aux cotisations de sécurité sociale des sommes apportées ou gérées au sein du PEI ou du PER COL-I ES-PL s'opèrent de plein droit à la date d'application prévue réglementairement sans qu'il y ait obligation de le constater par avenant.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer pour évaluer l'impact qu'auraient les nouvelles dispositions légales et réglementaires ultérieures à la signature, sur le présent accord, et en tirer les conséquences au travers la commission prévue à l'article 25, dans le délai de 1 mois à compter de la promulgation desdites dispositions.

Une information individuelle appropriée sera alors donnée par les établissements teneurs de registres (ETR) et/ou gestionnaires. »

Article 4 | Modification de l'article 5 « Sortie du champ de l'accord » de la section I

« Lorsque l'entreprise vient à sortir du champ d'application prévu à l'article 1^{er} du présent accord, il est procédé à l'adaptation des dispositions de l'article L. 2261-12 du code du travail.

La sortie du champ de l'accord ne constituant pas un cas de déblocage anticipé, cette adaptation tend à organiser le transfert des avoirs des bénéficiaires du PEI et/ou des titulaires du PER COL-I vers un ou plusieurs autres plans d'épargne salariale et/ou retraite.

Lorsque ce transfert n'est pas réalisable, les avoirs sont maintenus dans leur affectation d'origine jusqu'à l'expiration du délai d'indisponibilité.

Les comptes non encore clôturés à l'expiration du délai légal d'adaptation mentionné par ledit article ne pourront plus être alimentés pour chacun des bénéficiaires et/ou titulaires concernés, jusqu'au transfert ou la liquidation des avoirs de ces derniers. »

Article 5 | Modification de l'article 6 « Bénéficiaires du PEI et titulaires du PER COL-I. Ancienneté » de la section I

« Tout salarié d'une entreprise adhérant au plan ou, après extension, tout salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application de l'accord du fait de l'arrêté d'extension, pourra bénéficier des dispositions de l'accord et adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PER COL-I ES-PL.

Il en est de même pour le chef d'entreprise, le conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé, et s'il s'agit de personnes morales, le président, les directeurs généraux, les gérants, les membres du directoire lorsque l'entreprise emploie au moins 1 salarié et moins de 250 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s).

Lorsque l'entreprise emploie au moins 1 salarié et moins de 250 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s), les professionnels libéraux qui exercent leur activité dans le cadre d'une société civile professionnelle (SCP) ou qui exercent à titre individuel, en employant du personnel dans le cadre d'une société civile de moyens (SCM), ont la possibilité d'adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PER COL-I ES-PL mis en

place dans la SCP ou la SCM dans les mêmes conditions que les salariés employés par la SCP ou la SCM.

Les salariés de chaque entreprise adhérant au PER COL-I ES-PL en deviennent titulaires par défaut, sauf avis contraire de ces derniers dans un délai de 15 jours à compter de la communication adressée au salarié.

Les associés ou membres de tout groupement d'entreprise d'exercice en commun de la profession sont reconnus comme chef d'entreprise.

Le salarié devra avoir une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise qui l'emploie, au moment de son adhésion.

Pour la détermination de l'ancienneté, sont pris en compte tous les contrats de travail (y compris les contrats emploi-formation, les contrats d'apprentissage, les contrats initiative emploi), exécutés au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précèdent. Tout changement de situation professionnelle du salarié adhérent devra faire l'objet d'une information à l'organisme gestionnaire.

S'agissant du PEI ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ ; ces versements ne bénéficient plus de l'abondement de l'entreprise.

S'agissant du PER COL-I ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, peuvent continuer à y effectuer des versements pour autant qu'ils aient adhéré avant leur départ et que des avoirs demeurent dans le PER COL-I ES-PL au moment de leur départ. Ces versements ne bénéficient pas de l'abondement de l'entreprise et les frais afférents à leur gestion sont à la charge exclusive de l'ancien salarié qui effectue ces versements.

La possibilité évoquée ci-dessus, n'est pas ouverte au salarié qui a accès à un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif dans la nouvelle entreprise où il est employé ; il peut alors transférer ses avoirs dans son nouveau PER COL ou PER COL-I et poursuivre ses versements. »

Article 6 | Modification de l'article 7 « Principe de cumul avec un PEE » de la section I

« Le personnel d'une entreprise comprise dans le champ d'application du présent accord, qui aurait déjà mis en place un PEE qui lui est propre, aura la possibilité d'adhérer au PEI ES-PL.

Dans ces conditions, l'entreprise veillera au respect des dispositions du présent accord en matière de plafond d'abondement dont les modalités sont définies à l'article L. 3332-11 du code du travail et qui s'apprécient globalement.

Il en est de même pour le PER COL-I ES-PL. S'il existe dans l'entreprise un PERCO ou un PER COL, le salarié pourra adhérer au PER COL-I ES-PL. »

Article 7 | Modification de l'article 8 « Obligations de l'entreprise adhérente au PEI ES-PL ou au PER COL-I ES-PL » de la section I

« 8.1. Adhésion

L'adhésion de l'entreprise au PEI ES-PL et/ou au PER COL-I ES-PL se fait par une notification expresse de l'entreprise entrant dans le champ d'application de l'accord. Cette notification se matérialise par l'envoi d'un bulletin de souscription, dûment daté et signé par le représentant légal de l'entreprise adhérente, auprès d'un des établissements teneurs de registres (ETR) ou d'un des gestionnaires.

Sous réserve que l'entreprise soit visée par l'accord, et que ce dernier lui soit applicable, l'adhésion du salarié bénéficiaire ou titulaire ayant l'ancienneté requise au PEI/ PER COL-I est libre et relève d'un droit individuel qu'il tient de la loi. Son adhésion fait l'objet d'une communication à l'employeur. Ce dernier notifie l'adhésion à l'établissement teneur de registres ou au gestionnaire dans les conditions prévues à l'alinéa 1.

8.2. Exclusion

Les entreprises couvertes par le régime interprofessionnel d'épargne salariale relevant du présent accord, qui n'en respecteraient pas les obligations, et notamment les délais et modalités de versement des fonds, peuvent en être exclues.

Cette exclusion n'emporte pas de conséquence sur le droit individuel d'un salarié d'adhérer au PEI ES-PL et/ou au PER COL-I ES-PL. »

Article 8 | Modification de l'article 9 « Désignation des établissements teneurs de registres (ETR) du PEI ES-PL et gestionnaires du PER COL-I ES-PL » de la section I

« Les parties choisissent d'un commun accord les sociétés désignées en annexe 2 en tant qu'ETR du PEI ES-PL et gestionnaires du PER COL-I ES-PL.

Les ETR et gestionnaires désignés se substituent aux entreprises comprises dans le champ du présent accord quant à la tenue du registre des comptes administratifs ouverts au nom de chaque adhérent retraçant les sommes affectées au PEI et PER COL-I ES-PL.

La désignation de ces sociétés en tant qu'ETR du PEI et gestionnaires du PER COL-I, prend fin à l'arrivée du terme ou par dénonciation de la convention de délégation. »

Article 9 | Modification de l'article 10 « Modalités d'information » de la section I

« 10.1. Obligations incombant aux établissements teneurs de registres (ETR) et aux gestionnaires

10.1.1. Information collective

Les ETR et les gestionnaires mettent en place un processus d'information (plateau téléphonique, internet...) permettant à toute personne intéressée d'obtenir des renseignements sur les règles de fonctionnement des plans ainsi que les performances financières des fonds communs de placements d'entreprise (FCPE).

Dès lors qu'un salarié ou un dirigeant adhère au PEI ES-PL et/ou au PER COL-I ES-PL, l'ETR ou le gestionnaire choisi transmet à l'entreprise, un guide (guide épargnant) présentant de manière simple et didactique les avantages liés aux plans ES-PL, les différents supports de placement proposés et les modalités pratiques de versement, ainsi que le présent accord.

En vertu de l'article R. 3332-15 du code du travail et de l'article L. 224-13 du code monétaire et financier, les ETR et les gestionnaires se substituant aux entreprises dans leurs obligations en matière d'information, retracent les sommes affectées soit au PEI ES-PL, soit au PER COL-I ES-PL.

Le règlement du PER COL-I ES-PL et les avenants conclus ultérieurement seront mis à disposition de l'ensemble des titulaires, par voie dématérialisée via l'intranet, leur permettant de prendre connaissance de l'existence du PER COL-I et de son contenu, en particulier les conditions de versement, les caractéristiques des diverses formes de placement, les règles de modification des choix de placement ainsi que, le cas échéant, les modalités complètes d'abondement.

Tout salarié peut obtenir le texte du présent accord auprès de l'employeur.

10.1.2. Information individuelle

Les [ETR et les gestionnaires](#) établissent un relevé comportant pour chaque adhérent :

- le montant des [avoirs détenus](#) dans chacun des fonds ;
- la date à partir de laquelle lesdits [avoirs](#) seront [disponibles](#) ;
- les cas dans lesquels ils peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l’expiration de ce délai ;
- en cas de sortie, le montant du précompte effectué au titre de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Lors de chaque acquisition faite pour son compte à la suite de versements dans le(s) plan(s), l’adhérent recevra ce relevé nominatif. En outre, il reçoit chaque année un relevé de la situation de son compte^[1].

Pour ce faire, chaque adhérent s’engage à informer l’entreprise, l’ETR [et/ou le gestionnaire](#) de ses changements d’adresse.

Chaque année le rapport annuel de gestion est mis à disposition sur le site internet [des ETR et/ou des gestionnaires](#). Il est également étudié lors de la réunion annuelle de la commission de suivi et de contrôle des fonds prévue à l’article 24 *bis* nouveau.

Les ETR [et les gestionnaires](#) doivent communiquer chaque année à cette commission les éléments statistiques nécessaires à l’accomplissement de sa mission.

[Les modalités d’information individuelle des titulaires du PER COL-I sont fixées dans la section III du présent accord.](#)

10.2. Obligations de l’entreprise vis-à-vis des établissements teneurs de registres (ETR) et des gestionnaires

L’entreprise adhérente au PEI ou au [PER COL-I](#) donne toute information utile sur sa situation au regard de l’existence ou non de tout plan d’épargne salariale à son niveau et transmet les informations utiles et la qualité de ses salariés susceptibles d’adhérer, collectivement ou individuellement.

Indépendamment de l’extension de l’accord, l’entreprise non adhérente au PEI ES-PL ou au [PER COL-I](#) ES-PL mais comprise dans le champ d’application de l’accord est dans l’obligation d’informer l’un des établissements chargés de la tenue des registres des comptes administratifs ouverts [et/ou l’un des gestionnaires](#), de la qualité de salarié bénéficiaire [du PEI ou titulaire du PER COL-I](#), si ce dernier veut adhérer à titre individuel au PEI ES-PL ou au [PER COL-I](#) ES-PL.

Les entreprises informent des changements de situation professionnelle des adhérents (départ de l’entreprise, préretraité, retraité) et d’adresse, etc.

Afin de faciliter la gestion des adhésions individuelles de salariés, ces derniers sont, pour que leur adhésion soit acceptée, tenus d’informer et d’apporter la preuve de leur qualité de salarié d’une entreprise entrant dans le champ de l’accord.

Ils prennent également l’engagement d’informer de leur changement de statut ([exemple](#) : départ de l’entreprise, préretraite, retraite, etc.).

[1] Le relevé d’opération pourra faire office de relevé annuel.

10.3. Obligations de l'entreprise vis-à-vis des bénéficiaires et/ou titulaires du (des) plan(s)

Le dirigeant de l'entreprise adhérant au(x) plan(s) est tenu d'informer le personnel de la faculté qui lui est offerte de participer à ce (ou ces) plan(s), au moyen le cas échéant des documents élaborés par les ETR du PEI et les gestionnaires du PER COL-I. Chaque année, le cas échéant, il informe aussi de l'abondement et de ses modalités.

10.4. Personnel entrant ou quittant l'entreprise

Il est remis à tout salarié de l'entreprise un livret d'épargne salariale, établi sur tout support durable, présentant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale et/ou d'épargne retraite existants dans l'entreprise.

Tout salarié bénéficiaire et/ou titulaire quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein de la nouvelle entreprise dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale et d'épargne retraite. Cet état distingue les actifs disponibles, en mentionnant tout élément utile au bénéficiaire ou au titulaire pour en obtenir la liquidation ou le transfert, et ceux qui sont affectés au plan d'épargne retraite d'entreprise collectif, en précisant les échéances auxquelles ces actifs seront disponibles ainsi que tout élément utile au transfert vers un autre plan.

Suite à son départ, le salarié bénéficiaire et/ou titulaire peut :

- soit obtenir la liquidation de ses droits dans les conditions définies à l'article 17 (pour le PEI) et/ou à l'article 21 (pour le PER COL-I) ;
- soit conserver ses avoirs dans le PEI et/ou le PER COL-I ES-PL ;
- soit transférer ses avoirs, le cas échéant, au sein de la nouvelle entreprise qui l'emploie.

Il doit alors en faire la demande auprès de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans et en informer l'ETR et/ou le gestionnaire en précisant notamment le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans.

Le salarié bénéficiaire d'un PERCO ou titulaire d'un PER COL-I, par l'intermédiaire de l'entreprise qu'il quitte, ne peut utiliser son contenu dans le PEI ou le PEE de l'entreprise qui l'accueille.

Les frais afférents à la tenue des comptes sont pris en charge par l'entreprise. Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise après le départ du bénéficiaire ou du titulaire. Dès lors que l'entreprise en a informé l'ETR, ces frais incombent aux anciens salariés concernés et sont perçus par prélèvement sur leurs avoirs.

Le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques est la référence pour la tenue de compte. Il peut figurer sur les relevés de comptes individuels et l'état récapitulatif.

Les références de l'ensemble des établissements habilités pour les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers en application de l'article L. 542-1 du code monétaire et financier, gérant des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées par le bénéficiaire dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale figurent sur chaque relevé de compte individuel et sur chaque état récapitulatif.

Chaque salarié bénéficiaire ou titulaire s'engage à informer l'entreprise, l'ETR et/ou le gestionnaire de ses changements d'adresse. Si l'adhérent ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts de FCPE continue d'être

assurée par les ETR [et/ou les gestionnaires](#) auprès desquels l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au III de l'article L. 312-20 du [code monétaire et financier](#). »

Article 10 | Modification de l'article 12 « Affectation et gestion des sommes » de la section I

« Les sommes versées au PEI et/ou au PER COL-I ES-PL par les bénéficiaires et/ou les titulaires ou par l'entreprise sont employées à l'acquisition de parts de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE).

Les FCPE sont investis en conformité avec l'article L. 214-164 du [code monétaire et financier](#), ses textes d'application et avec le règlement de chaque FCPE.

En application de l'article L. 214-164 du [code monétaire et financier](#), chaque FCPE est doté d'un conseil de surveillance, dont la composition, les pouvoirs et le fonctionnement sont précisés dans son règlement.

Conformément aux articles L. 3332-17 du [code du travail](#) et L. 224-3 du [code monétaire et financier](#), la possibilité d'investir dans un fonds solidaire doit être ouverte aux bénéficiaires et aux titulaires à la fois dans le PEI ES-PL et dans le PER COL-I ES-PL.

Le bénéficiaire [ou le titulaire](#) a le choix de l'affectation de ses avoirs et peut la modifier par simple notification écrite (par courrier ou par Internet) au gestionnaire et au teneur de registre.

Les sommes issues de la participation, de l'intéressement et de l'abondement, versées dans le PEI ES-PL et/ou dans le [PER COL-I ES-PL](#), sont investies après prélèvement de la CSG et de la CRDS^[1], selon le choix individuel de chaque bénéficiaire [ou titulaire](#) en parts ou dix millièmes de parts des FCPE désignés à l'annexe 3.

La commission de souscription perçue à l'entrée de chaque FCPE est à la charge des bénéficiaires [ou titulaires](#) ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

[Le bénéficiaire ou le titulaire peut modifier gratuitement et à tout moment l'affectation de son épargne dans le PEI et/ou le PER COL-I.](#)

La modification du choix de placement est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir. »

Article 11

L'article 13 « Revenus » de la section I est désormais déplacé dans la section II (et conserve sa numérotation) car il s'agit d'une caractéristique spécifique au PEI.

Article 12 | Modification de l'article 14 « Nature des sommes susceptibles d'être versées » de la section II

« 14.1. Versements volontaires

Le montant total des versements volontaires effectués annuellement par chaque bénéficiaire dans l'ensemble des plans d'épargne salariale, ne peut excéder :

- 1/4 de sa rémunération annuelle brute s'il est salarié ;
- 1/4 de son revenu professionnel soumis à l'impôt sur le revenu s'il est dirigeant autorisé à adhérer au plan conformément à l'article 6 de l'accord ES-PL ;
- 1/4 de ses pensions de retraite annuelles brutes s'il est retraité ;

[1] Au taux en vigueur à la date de versement des sommes provenant de la participation, de l'intéressement et de l'abondement.

- 1/4 du plafond annuel de la sécurité sociale, s'il est conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code du commerce, ou s'il est salarié dont le contrat de travail est suspendu, à condition que chacun, dans les statuts évoqués, n'ait perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente.

Pour les salariés, seul le salaire brut est pris en compte. Il y a lieu de considérer que la rémunération peut être appréciée par rapport au salaire du contrat de travail en début d'année civile ou par rapport au salaire effectivement perçu si ce dernier est plus élevé.

Les versements volontaires pourront être effectués ponctuellement et/ou de manière programmée.

14.2. Intéressement

Les primes d'intéressement peuvent être affectées au PEI ES-PL. En ce cas, les primes d'intéressement sont exonérées d'impôt sur le revenu.

Le versement des primes doit intervenir dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont attribuées par l'entreprise (art. R. 3332-10 du code du travail).

Le versement de l'intéressement peut donner lieu à l'abondement prévu à l'article 14.4.

14.3. Participation

Les bénéficiaires peuvent verser les sommes qui leur sont dues au titre de la participation [aux résultats de l'entreprise](#) dans le PEI ES-PL. Dans ce cas, le versement doit intervenir dans les 15 jours à compter de la date où les sommes sont attribuées.

Les sommes provenant de la participation en cours d'indisponibilité peuvent être transférées dans le PEI ES-PL. Elles sont bloquées pour la période restant à courir.

Le versement de la participation peut donner lieu à l'abondement prévu à l'article 14.4.

14.4. Abondement de l'employeur

14.4.1. Rappel des obligations

Participation minimale obligatoire aux frais de tenue de compte :

En application de l'article L. 3333-1 du code du travail, l'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de compte des participants dans les conditions visées à l'article 10.4. Cette prise en charge est appelée annuellement. L'entreprise ne supporte ces frais que dans la mesure où un de ses salariés, ou dirigeants, ou conjoint du chef d'entreprise a adhéré personnellement au PEI ES-PL.

Versement complémentaire facultatif :

Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise adhérente peut effectuer un versement complémentaire qui demeure facultatif, appelé abondement. Par année civile et par bénéficiaire, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise, ne pourra ni dépasser le triple de ses versements, ni excéder le plafond légal en vigueur^[1]. Ce plafond tient compte, le cas échéant, de l'abondement versé au dit bénéficiaire par l'entreprise dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise (ou PEG) ou d'un plan d'épargne interentreprises.

Le versement de l'abondement intervient concomitamment aux versements du bénéficiaire ou au plus tard à la fin de chaque exercice.

[1] Soit 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PEI, à la date de signature du présent accord.

14.4.2. Décision et modalités d'abondement/Aide de l'employeur

Le taux d'abondement est identique pour toutes les catégories professionnelles, quelle que soit l'affectation des sommes versées.

Les entreprises qui le souhaitent pourront mettre en place une formule d'abondement dont les modalités seront les suivantes :

- détermination du taux d'abondement applicable, multiple entier de 10, compris entre 10 % et le taux maximum légal fixé par l'article L. 3332-11 du code du travail ;
- détermination du plafond d'abondement applicable :
 - plafond légal en vigueur ;
 - ou plafond multiple entier de 100 € et d'un montant minimum de 100 €, dans la limite du plafond légal en vigueur ;
 - ou plafond exprimé en pourcentage, et en nombre entier, du plafond annuel de la sécurité sociale – 1 % minimum – dans la limite du plafond légal en vigueur.

Exemples :

- l'entreprise abonde les sommes versées quelle que soit leur origine (versements volontaires, intéressement, etc.) à hauteur de 100 % avec un plafond de 2 400 € ;
- l'entreprise abonde les sommes versées quelle que soit leur origine (versements volontaires, intéressement, etc.), à hauteur de 50 % avec un plafond de 3 % du plafond annuel de la sécurité sociale ;
- l'entreprise abonde les sommes versées quelle que soit leur origine (versements volontaires, intéressement, etc.), à hauteur du taux et du plafond maximum en vigueur (soit de 300 % avec un plafond de 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale) ;
- dans tous les cas, l'abondement par bénéficiaire et par année civile ne pourra excéder ni le taux ni le plafond légal en vigueur.

L'entreprise demeure libre de choisir une formule d'abondement identique ou différente pour le PER COL-I. Ainsi, pour le PER COL-I l'entreprise peut choisir une formule d'abondement plus favorable visant à encourager l'épargne longue en vue de la retraite.

Dans le cas où l'entreprise décide l'application de l'abondement facultatif proposé dans le présent accord, (abondement déterminé par l'employeur en fonction du niveau retenu et des sources d'alimentation éligibles), elle en informe les bénéficiaires, ainsi que l'établissement teneur de registre choisi, au plus tard 2 mois avant la fin de l'exercice considéré. À défaut, l'entreprise est réputée avoir décidé de ne pas procéder au versement de l'abondement facultatif. »

Article 13 | Modification de l'article 15 « Minimum de versement » de la section II

« Le PEI instaure un minimum annuel pour les versements volontaires du salarié de 50 €. Ce minimum s'applique aussi au PER COL-I.

Les versements au titre de la participation ou de l'intéressement ne sont pas soumis à ce minimum. »

Article 14 | Modification de l'article 16 « Indisponibilité des placements » de la section II

« Les sommes correspondantes aux parts et fractions de parts de FCPE acquises pour le compte du bénéficiaire ne seront exigibles ou négociables qu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter du 1^{er} jour du 6^e mois de l'année d'acquisition des parts.

Au-delà de ce délai, le bénéficiaire peut conserver son épargne dans le PEI ES-PL ou obtenir la délivrance de ses avoirs disponibles. »

Article 15 | Modification de l'article 17 « Cas de déblocages anticipés » de la section II

« Exceptionnellement et conformément aux articles R. 3324-22 et R. 3332-28 du code du travail, la survenance de certains événements permet le déblocage de manière anticipée des droits détenus dans le PEI.

Les faits, en raison desquels les droits constitués au profit des bénéficiaires peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant l'expiration des délais fixés à l'article 16 du présent accord, sont les suivants :

- a) Mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le bénéficiaire ;
- b) Naissance, ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins 2 enfants à sa charge ;
- c) Divorce, séparation, ou dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'une convention ou d'une décision judiciaire prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile du bénéficiaire ;
- d) Violences commises contre le bénéficiaire par son conjoint, son concubin ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou son ancien conjoint, concubin ou partenaire :
 - soit lorsqu'une ordonnance de protection est délivrée au profit de l'intéressé par le juge aux affaires familiales en application de l'article 515-9 du code civil ;
 - soit lorsque les faits relèvent de l'article 132-80 du code pénal et donnent lieu à une alternative aux poursuites, à une composition pénale, à l'ouverture d'une information par le procureur de la République, à la saisine du tribunal correctionnel par le procureur de la République ou le juge d'instruction, à une mise en examen ou à une condamnation pénale, même non définitive^[1] ;
- e) Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint, ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ou du président du conseil départemental, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- f) Décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- g) Rupture du contrat de travail ou la cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, ou la cessation du mandat social, ou la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé. Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise libérale, industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail, à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;
- h) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à

[1] Conformément au décret n° 2020-683 du 4 juin 2020, ce cas de déblocage s'applique à toute demande présentée à compter du 7 juin 2020.

l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;

i) Situation de surendettement du bénéficiaire définie à l'article L. 711-1 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des FCPE ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

La demande doit être présentée par le bénéficiaire dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail ou du mandat social, décès du conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, invalidité, [violences conjugales](#) et surendettement, où cette demande peut intervenir à tout moment. La levée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de l'épargnant, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

Ces faits reçoivent application indistinctement, quelle que soit la nature initiale des sommes apportées au PEI.

Toute modification réglementaire ultérieure à la signature du présent accord s'applique de plein droit. »

Article 16 | Modification de l'article 18 « Définition du PER COL-I ES-PL et règles applicables » de la section III

« Le présent accord offre la possibilité d'adhérer au PER COL-I ES-PL.

Le plan a pour objet l'acquisition et la jouissance de droits viagers personnels ou le versement d'un capital, payables au titulaire à compter, au plus tôt, de la date de liquidation de sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou de l'âge légal de départ à la retraite (mentionné à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale), sauf application des cas de déblocages exceptionnels dans les cas et conditions définis par l'article L. 224-4 du code monétaire et financier. »

Article 17 | Modification de l'article 19 « Nature des sommes susceptibles d'être versées » de la section III

« 19.1. Les sources d'alimentation

Les sommes versées dans le présent PER COL-I peuvent provenir de 2 types d'origine de versement :

- des versements volontaires du titulaire ;
- des versements issus de l'entreprise : au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, de l'intéressement, ou de versements complémentaires (abondement) de droits inscrits sur un CET ou des jours de repos, dans les limites fixées par décret.

En outre, le PER COL-I peut recevoir des transferts de droits individuels issus de dispositifs d'épargne retraite tels que prévus à l'article 19.2.

19.1.1. Versements volontaires

Chaque titulaire ou bénéficiaire peut effectuer à tout moment un versement au PER COL-I du montant de son choix, sous réserve du respect du minimum de versement mentionné à l'article 15.

Conformément à l'article L. 224-20 du code monétaire et financier, sauf demande expresse du titulaire, les versements volontaires sont, par défaut, déductibles du revenu net imposable à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts.

Les versements sont effectués directement auprès du gestionnaire, par différents moyens ou modes de paiement, et sans que cette liste soit exhaustive, par prélèvement sur le compte bancaire du titulaire ou du bénéficiaire, par internet, par abonnement.

Toute information sur les modalités de versement, notamment les coordonnées du gestionnaire, peut être obtenue auprès de l'employeur.

19.1.2. Versements d'épargne salariale

Intéressement

Le titulaire peut verser tout ou partie des sommes issues de l'Intéressement dont il est bénéficiaire dans le présent PER COL-I ES-PL.

Les sommes versées au PER COL-I ES-PL à la demande du bénéficiaire de l'Intéressement sans indication de choix sur le mode de gestion et/ou le support retenu sont investies selon l'option par défaut définie à l'article 19.4.

Participation

Le titulaire peut verser tout ou partie des sommes issues de la participation dont il est bénéficiaire dans le présent PER COL-I ES-PL.

Les sommes versées au PER COL-I en l'absence de réponse du bénéficiaire de la participation sur la perception immédiate de sa quote-part ou son versement à un plan d'épargne salariale, sont affectées, pour moitié, dans le présent PER COL-I ES-PL. Ces sommes sont investies selon l'option par défaut définie à l'article 20 "Affectation et gestion des avoirs".

Cette option par défaut s'applique également aux sommes issues de la participation dont le bénéficiaire demande l'affectation au PER COL-I ES-PL sans indiquer le mode de gestion et/ou le support retenu.

Dans ce cadre, le titulaire peut demander la liquidation ou le rachat des droits correspondant à ce versement dans un délai de 1 mois à compter de la notification de son affectation au présent PER COL-I ES-PL. Les droits correspondants sont valorisés à la date de la demande de liquidation ou de rachat par le titulaire.

Sommes correspondant aux droits inscrits sur un compte épargne-temps

En présence d'un CET applicable dans l'entreprise prévoyant expressément la possibilité de versement des droits CET dans le PER COL-I, l'épargnant peut effectuer ce type de versement dans le PER COL-I.

Sommes correspondant à des jours de repos non pris

En l'absence de CET dans l'entreprise, le PER COL-I ES-PL peut recevoir les sommes correspondantes à des jours de repos non pris, dans la limite du nombre de jours fixé par l'article D. 224-9 du code monétaire et financier.

La demande s'effectue auprès de l'employeur qui transmettra au gestionnaire les sommes correspondantes à la monétisation des jours de congés ainsi que les informations nécessaires au traitement du versement.

19.2. Transfert des sommes

Les droits individuels en cours de constitution au sein d'un plan d'épargne retraite sont transférables vers tout autre plan d'épargne retraite et donc à destination ou en provenance du présent PER COL-I ES-PL.

Le transfert de droits individuels d'un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif vers un autre plan d'épargne retraite avant le départ de l'entreprise n'est possible que dans la limite d'un transfert tous les 3 ans.

Les frais encourus à l'occasion d'un tel transfert ne peuvent excéder 1 % des droits acquis. Ils sont nuls à l'issue d'une période de 5 ans à compter du premier versement dans le plan, ou lorsque le transfert intervient à compter de la date de liquidation de sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou de l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale (âge légal de départ à la retraite).

Outre les sommes issues de transferts des droits individuels en cours de constitution au sein d'un plan d'épargne retraite, le présent PER COL-I ES-PL peut également être alimenté par le transfert de droits individuels en cours de constitution dans un des dispositifs d'épargne retraite suivants :

1. Un contrat mentionné à l'article L. 144-1 du code des assurances ayant pour objet l'acquisition et la jouissance de droits viagers personnels. Dans ce cadre, le transfert sera considéré comme un versement volontaire.
2. Un plan d'épargne retraite populaire mentionné à l'article L. 144-2 du code des assurances. Dans ce cadre, le transfert sera considéré comme un versement volontaire.
3. Un contrat relevant du régime de retraite complémentaire institué par la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique mentionné à l'article L. 132-23 du code des assurances. Dans ce cadre, le transfert sera considéré comme un versement volontaire.
4. Une convention d'assurance de groupe dénommée "complémentaire retraite des hospitaliers" mentionnée à l'article L. 132-23 du code des assurances. Dans ce cadre, le transfert sera considéré comme un versement volontaire.
5. Les contrats souscrits dans le cadre des régimes gérés par l'union mutualiste retraite. Dans ce cadre, le transfert sera considéré comme un versement volontaire.
6. Un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) mentionné à l'article L. 3334-1 du code du travail. Ce transfert sera considéré comme un versement au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.
7. Un contrat souscrit dans le cadre d'un régime de retraite supplémentaire mentionné au 2° de l'article 83 du code général des impôts, lorsque le salarié n'est plus tenu d'y adhérer. Dans ce cadre, s'il n'est pas possible de connaître l'origine des droits transférés (versement volontaire ou versement obligatoire), les droits transférés sont assimilés à des versements obligatoires.

Ces transferts sont effectués conformément aux modalités prévues à l'article L. 224-40 du code monétaire et financier.

En cas de demande de transfert de droits individuels en cours de constitution vers un nouveau gestionnaire, le gestionnaire du PER COL-I dispose d'un délai de 2 mois pour transmettre au nouveau gestionnaire les sommes et les informations nécessaires à la réalisation du transfert. Ce délai s'applique à compter de la réception par le gestionnaire de la demande de transfert et, le cas échéant, des pièces justificatives. L'ancien et le nouveau gestionnaire peuvent convenir que tout ou partie du transfert s'effectue par un transfert de titres.

L'annexe 5 du présent accord précise les modalités fiscales applicables.

Les droits individuels relatifs aux plans d'épargne retraite d'entreprise auxquels le salarié est affilié à titre obligatoire ne sont transférables que lorsque le titulaire n'est plus tenu d'y adhérer.

19.3. Contribution de l'entreprise. L'abondement

L'entreprise prend obligatoirement à sa charge les frais récurrents de toute nature liée à la tenue du compte-titres. Le détail des frais est mentionné en annexe 6. En cas de départ de l'entreprise, quel que soit le motif, ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise et seront alors perçus par prélèvement sur les avoirs détenus par les titulaires qui l'ont quittée.

S'agissant de l'abondement, les règles définies à l'article 14-4.2 sont applicables au PER COL-I ES-PL, à l'exception du plafond maximum pouvant être choisi par l'entreprise, qui est le plafond légal d'abondement^[1].

De plus, à dater de la signature du bulletin de souscription décrit à l'article 8.1, 1^{er} alinéa, les entreprises qui adhéreront au PER COL-I ES-PL peuvent procéder à un versement initial, indépendamment ou en supplément du niveau d'abondement qu'elles choisiront. Ce versement, qui ne saurait être retenu comme un élément de rémunération, est fixé à un minimum de 50 € brut et au maximum à 1 % du PASS.

Ce versement est pris en compte pour le calcul de l'abondement maximum annuel versé par l'entreprise et est soumis aux mêmes régimes social et fiscal.

Par ailleurs, les entreprises adhérentes au PER COL-I ES-PL peuvent procéder à un versement périodique (trimestriel ou semestriel ou annuel) en précisant l'année de début et l'année de fin au cours de laquelle ce versement interviendra sous réserve d'une attribution uniforme à l'ensemble des adhérents qui satisfont aux conditions d'ancienneté prévues à l'article 6, indépendamment ou en supplément du niveau d'abondement qu'elles choisiront. Ce versement, qui ne saurait être retenu comme un élément de rémunération, s'il est décidé, est fixé à un minimum de 60 € brut par an (fractionnable suivant la périodicité retenue) et ne pourra excéder le plafond réglementaire en vigueur.

Cet abondement est pris en compte pour le calcul de l'abondement maximum annuel versé par l'entreprise et est soumis aux mêmes régimes social et fiscal.

19.4. Affectation automatique par défaut des sommes versées dans le PER COL-I

Si, en matière de plans d'épargne retraite d'entreprise collectif, l'entreprise ne dispose que du PER COL-I ES-PL, la clause ci-après s'applique :

Conformément aux articles L. 224-3 alinéa 3 et D. 224-3 du code monétaire et financier ainsi qu'à l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite, sauf décision contraire et expresse du titulaire, les versements sont affectés selon une allocation permettant de réduire progressivement les risques financiers correspondant à un profil d'investissement "équilibré horizon retraite".

Dans ce cadre, à défaut d'indication de choix d'option dûment exprimé par le titulaire sur le mode de gestion et/ou les différents fonds, les sommes seront affectées à la gestion pilotée correspondant au profil "équilibré horizon retraite", en tenant compte de la date de départ à la retraite ou du projet personnel indiqué par le titulaire (détaillée en annexe 3). Sauf information contraire, la date d'échéance retenue correspondra à l'âge légal de départ à la retraite au moment du versement.

Toutefois, si l'épargnant est déjà titulaire d'avoirs en gestion pilotée, la date d'échéance sera celle déjà retenue.

[1] Soit 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PER COL-I à la date de signature du présent avenant.

La gestion pilotée correspondant au profil “équilibré horizon retraite” est investie au moins à 10 % de titres éligibles au PEA-PME conformément aux dispositions de l’article L. 137-16 du code de la sécurité sociale. »

Article 18 | Modification de l’article 20 « Affectation et gestion des avoirs » de la section III

« Les sommes versées au PER COL-I ES-PL peuvent être investies dans le cadre des placements prévus à l’article 12.

Les modes de gestion (“Gestion libre” et “Gestion pilotée”) sont détaillés en annexe 3.

Les critères de choix retenus pour déterminer les formules de placement ont consisté dans l’analyse du couple rendement/risque, du potentiel de performance, de la politique d’investissement et du type d’actifs détenus par les FCPE mentionnés dans leur DICI qui figurent en annexe 7. »

Article 19 | Modification de l’article 21 « Départ à la retraite. Liquidation des droits » de la section III

« Le plan a pour objet l’acquisition et la jouissance de droits viagers personnels ou le versement d’un capital, payables au titulaire à compter, au plus tôt, de la date de liquidation de sa pension dans un régime obligatoire d’assurance vieillesse ou de l’âge légal de départ à la retraite (mentionné à l’article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale).

Six mois avant la 5^e année précédant la date de départ à la retraite du titulaire, le gestionnaire du plan informe le titulaire de la possibilité pour ce dernier d’interroger par tout moyen le gestionnaire du plan afin de s’informer sur ses droits et sur les modalités de restitution de l’épargne appropriées à sa situation et de confirmer, le cas échéant, le rythme de réduction des risques financiers dans le cadre de la gestion pilotée où les sommes ont été affectées.

Au plus tôt, de la date de liquidation de sa pension dans un régime obligatoire d’assurance vieillesse ou de l’âge légal de départ à la retraite (mentionné à l’article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale), le titulaire a le droit d’opter pour l’une des sorties suivantes :

- pour les droits issus des versements obligatoires du salarié ou de l’employeur : seule la sortie en rente viagère est possible ;
- pour les droits issus des versements volontaires et/ou d’épargne salariale : les droits correspondants sont délivrés, au choix du titulaire, sous la forme d’un capital, libéré en une fois ou de manière fractionnée, ou d’une rente viagère.

Dès qu’il en aura connaissance, et au moins 6 mois avant la délivrance de ses avoirs, chaque titulaire communiquera, la date de son départ effectif à la retraite à son employeur et au gestionnaire. Par la suite, chaque titulaire sera informé dans les meilleurs délais, par courrier adressé à son domicile, des différentes options et des conditions dans lesquelles il pourrait souscrire une rente auprès de la compagnie d’assurances de son choix.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai qui lui sera communiqué par le gestionnaire, ses avoirs continueront d’être gérés. Le titulaire pourra demander la délivrance de ses avoirs à tout moment. »

Article 20 | Modification de l'article 22 « Cas de déblocage anticipé au sein du PER COL-I de la section III

« Les titulaires ou leurs ayants droit peuvent toutefois obtenir la levée anticipée de cette indisponibilité dans les cas prévus à l'article L. 224-4 du code monétaire et financier, soit :

- l'invalidité du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ;
- le décès du conjoint du titulaire ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; le décès du titulaire avant l'échéance mentionnée à l'article L. 224-1 du code monétaire et financier entraîne la clôture du plan ;
- la situation de surendettement du titulaire, au sens de l'article L. 711-1 du code de la consommation ;
- l'expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire, ou le fait pour le titulaire d'un plan qui a exercé des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et n'a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse de ne pas être titulaire d'un contrat de travail ou d'un mandat social depuis 2 ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat social ou de sa révocation ;
- la cessation d'activité non salariée du titulaire à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire en application du titre IV du livre VI du code de commerce ou toute situation justifiant ce retrait ou ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation mentionnée à l'article L. 611-4 du même code, qui en effectue la demande avec l'accord du titulaire ;
- l'affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale. Les droits correspondants aux sommes mentionnées au 3° de l'article L. 224-2 du code monétaire et financier (versements obligatoires du salarié ou de l'employeur) ne peuvent être liquidés ou rachetés pour ce motif.

La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de l'intéressé, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

Tout autre cas de déblocage institué ultérieurement par voie légale ou réglementaire s'appliquera automatiquement. »

Article 21 | Ajout d'un article 23 « Modalités d'information individuelle » dans la section III

« Tout titulaire, lors de son entrée dans l'entreprise, reçoit un livret d'épargne salariale, établi sur tout support durable, présentant le PER COL-I et l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale existant dans l'entreprise. Ce livret indique également les modalités d'affectation par défaut au PER COL-I des sommes attribuées au titre de la participation, si ce système existe dans l'entreprise.

Le gestionnaire, en vertu d'une convention conclue avec l'entreprise, fournit directement aux titulaires, au moins une fois par an, un relevé de compte individuel comportant :

- la valeur des droits en cours de constitution au 31 décembre de l'année précédente, ainsi que l'évolution de cette valeur depuis l'ouverture du plan et au cours de l'année précédente ;
- le montant des versements effectués, ainsi que le montant des retraits, rachats ou liquidations, depuis l'ouverture du plan et au cours de l'année précédente ;

- les frais de toute nature prélevés sur le plan au cours de l’année précédente, ainsi que le total de ces frais, exprimé en euros ;
- la valeur de transfert du plan d’épargne retraite au 31 décembre de l’année précédente, ainsi que les conditions dans lesquelles le titulaire peut demander le transfert vers un autre plan d’épargne retraite et les éventuels frais afférents ;
- pour chaque actif du plan, la performance annuelle brute de frais, la performance annuelle nette de frais, les frais annuels prélevés, y compris ceux liés aux éventuelles rétrocessions de commission, ainsi que les modifications significatives affectant chaque actif, selon des modalités précisées par un arrêté du ministre chargé de l’économie ;
- lorsque les versements sont affectés à une grille de gestion pilotée, la performance de cette allocation au cours de l’année précédente et depuis l’ouverture du plan et le rythme de sécurisation prévu jusqu’à la date de liquidation envisagée par le titulaire ;
- les modalités de disponibilité de l’épargne. »

Article 22

Les anciens articles 23, 24, 24 *bis* et 25 de la section IV sont renumérotés en conséquence de l’ajout de l’article précédent.

Article 23 | **Modification du nouvel article 25 « Commission de suivi et de contrôle de l’accord » de la section IV**

« 25.1. Composition de la commission

La commission est paritaire. Elle est composée, pour la moitié de ses membres de représentants de salariés et, pour l’autre moitié, de représentants des employeurs (chefs d’entreprise ou mandataires sociaux).

Ces représentants sont désignés à raison de deux membres, l’un titulaire, l’autre suppléant, par organisation de salariés signataire du présent accord, pour le collège salarié, et d’autant de membres désignés (titulaires et suppléants) par l’UNAPL, pour le collège employeur.

Ils sont désignés pour une durée de 2 ans renouvelable. Ils sont révocables à tout moment par les organisations qui les ont désignés et procèdent à leur remplacement dans les meilleurs délais.

La présidence de la commission alterne tous les 2 ans entre les collèges employeurs et salariés. Le collège qui assure la présidence de cette commission ne peut assurer celle de la commission prévue à l’article 25 *bis* ci-dessous.

25.2. Missions de la commission

La commission se réunit au minimum une fois par an pour s’assurer de l’application de l’accord, sur convocation de la partie “employeur” qui en assure le secrétariat. Elle veille au respect de leurs obligations par les entreprises ; s’attache à remédier aux difficultés que pourraient rencontrer les salariés pour adhérer au PEI et/ou au PER COL-I ES-PL ; plus généralement, à toutes les difficultés que pourraient rencontrer des bénéficiaires du PEI ou des titulaires du PER COL-I.

Elle propose aux partenaires sociaux signataires de l’accord des solutions à ces difficultés qui pourront faire l’objet d’avenants ultérieurs. »

Article 24 | Modification du nouvel article 25 bis « Commission de suivi et de contrôle des fonds » de la section IV

« 25 bis.1. Composition de la commission

La composition de cette commission est identique à celle de la commission de suivi et de contrôle de l'accord. Ses membres sont désignés par les partenaires sociaux signataires. Ils peuvent être porteurs de parts.

Il est toutefois précisé que les commissaires désignés pour l'une ou l'autre peuvent être différents.

La présidence alterne tous les 2 ans comme la commission prévue à l'article 25.1 ci-dessus, selon les mêmes modalités.

25 bis.2. Missions de la commission

La commission se réunit une fois par an. Elle est convoquée par la partie employeurs qui en assure le secrétariat.

Pour assurer sa mission, et afin de garantir et sécuriser le dispositif d'épargne salariale ES-PL, elle est destinataire des informations et comptes rendus de mandats établis par les gestionnaires et ETR qui seront entendus au moins une fois par an par la commission.

Après audition et débat, elle émet des avis et propositions à destination des gestionnaires et ETR et, si nécessaire, à destination des partenaires sociaux. »

Article 25 | Modification du nouvel article 26 « Promotion du plan d'épargne salariale ES-PL » de la section IV

« Les parties signataires du présent accord s'engagent à promouvoir le PEI et le PER COL-I ES-PL conclu au bénéfice des salariés et des employeurs de l'interprofession des professions libérales.

Cet engagement se manifeste par :

- des articles de fond dans la presse professionnelle sur l'intérêt de l'épargne salariale et de l'épargne retraite ;
- des articles centrés sur le plan propre à l'interprofession des professions libérales, ES-PL, dans la même presse ;
- la participation à toutes les réunions, colloques, congrès, salons, etc., où l'intérêt du dispositif d'épargne salariale et d'épargne retraite est mis en valeur et, *a fortiori*, celui du dispositif ES-PL ;
- le développement des campagnes d'information relatives à ES-PL via les outils de communication, notamment internet. »

Article 26 | Ajout d'un article 27 « Salariés participant aux négociations et réunions des commissions » de la section IV

« Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-3 du code du travail, les parties déterminent pour les salariés d'entreprises dûment mandatés par une organisation syndicale ou patronale admise à participer aux négociations et/ou aux réunions des commissions paritaires définies à la présente section :

- les modalités d'exercice du droit de s'absenter ;
- les conditions de la compensation des pertes de salaires ou du maintien de ceux-ci ;
- les conditions d'indemnisation des frais de déplacement.

Il est convenu qu'est assuré(e) :

- un droit de s'absenter pour participer aux négociations et/ou aux réunions des commissions. L'employeur est informé sur présentation de la convocation, dès réception de celle-ci et au plus tard 15 jours ouvrables avant la date prévue de la réunion ;
- un maintien du salaire et de ses accessoires comme si le salarié avait travaillé pour le temps consacré aux réunions de négociation et/ou à celles des commissions. L'employeur pourra en demander le remboursement auprès de l'organisation syndicale ou patronale ayant mandaté le salarié, sur présentation de justificatifs ;
- une indemnisation des frais de déplacement, à la charge de l'organisation syndicale ou patronale ayant mandaté le salarié sur la base du transport le plus pertinent et le plus économique, et sous réserve de justificatifs. »

Article 27 | Modification de l'annexe 2 « Tenue de registres/gestionnaires »

« Les parties désignent conformément à l'article 9 de l'accord :

- Natixis Interépargne, société anonyme au capital de 8 890 784 € dont le siège social est à Paris 13^e, 30, avenue Pierre-Mendès-France ;
 - Amundi ESR, société anonyme au capital de 24 000 000 € dont le siège social est à Paris 15^e, 90, boulevard Pasteur,
- en tant qu'ETR du PEI et gestionnaires du PER COL-I.

Les versements au PER COL-I sont portés au crédit des comptes individuels ouverts au nom des titulaires dans les livres du gestionnaire.

En cas de changement de gestionnaire prévu à l'article L. 224-6 du code monétaire et financier, le gestionnaire du PER COL-I dispose d'un délai de 3 mois pour transmettre au nouveau gestionnaire les sommes et les informations nécessaires à la réalisation du transfert. L'ancien et le nouveau gestionnaire peuvent convenir que tout ou partie du transfert s'effectue par un transfert de titres. »

Article 28 | Modification de l'annexe 3 « Offres de placement »

« Les parties signataires constatent d'un commun accord la nécessité d'offrir à l'ensemble des adhérents potentiels du PEI et/ou du PER COL-I ES-PL une diversité d'offres de placement alliant sécurité et rentabilité.

1. Les offres de placement dans le cadre du PEI ES-PL

a) Les fonds gérés par la société de gestion Natixis investment managers international sont :

- Impact ISR monétaire ;
- Impact ISR équilibre ;
- Impact ISR rendement solidaire ;
- Impact ISR performance ;
- Impact actions emploi solidaire ;
- Sélection Mirova europe environnement.

À défaut d'indication de choix exprimé par l'adhérent, les sommes concernées seront affectées au fonds "Impact ISR monétaire".

Les documents "Informations clés pour l'investisseur" des FCPE visés ci-dessus sont joints à la présente annexe.

b) Les fonds gérés par la société de gestion Amundi Asset Management sont :

- Amundi Label monétaire ESR-F ;
- Amundi Label actions solidaire ESR-F ;

- Amundi Label prudence ESR-F ;
- Amundi Label équilibre ESR ;
- Amundi Label actions Euroland ESR.

À défaut d'indication de choix exprimé par l'adhérent, les sommes concernées seront affectées au fonds "Amundi Label monétaire ESR-F".

Les documents "Informations clés pour l'investisseur" des FCPE visés ci-dessus sont joints à la présente annexe.

c) Modification du choix de placement

Le bénéficiaire pourra modifier librement l'affectation de son épargne entre les FCPE gérés par la même société de gestion. Cette opération sera sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir. Les frais y afférents seront à la charge du bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs, la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire, ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

2. Les offres de placement dans le cadre du PER COL-I ES-PL

Le titulaire choisit d'affecter son épargne dans l'un et/ou l'autre des deux modes de gestion suivants :

- la gestion pilotée, s'il souhaite bénéficier d'un mode de gestion spécifiquement adapté à son horizon de départ à la retraite, et/ou ;
- la gestion libre, s'il maîtrise les mécanismes financiers et préfère procéder lui-même au choix d'investissement de son épargne.

2.1. La gestion pilotée

a) Gestion pilotée proposée par la société de gestion Natixis Investment Managers International

Les deux mécanismes de gestion pilotée présentés au 2 de l'annexe 3 sont :

1. La gestion par horizon.
2. La gestion basée sur des fonds générationnels « Avenir Retraite ».

Le mécanisme de gestion pilotée dénommé « la gestion par horizon » est fermé à tout nouveau versement ou à tout arbitrage entrant.

En revanche, les titulaires ou bénéficiaires ayant investi dans ce mécanisme peuvent arbitrer la totalité de leurs avoirs ainsi investis :

- soit dans le mécanisme de gestion pilotée basée sur les fonds générationnels "Avenir Retraite" ;
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

Le titulaire ou bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans le mécanisme de la gestion pilotée et/ou un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du titulaire ou bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs, la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du titulaire ou bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en

charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

a.1) La gestion par horizon

Ce mode de gestion est désormais fermé aux versements.

Rappel du fonctionnement de ce mode de gestion :

Les sommes versées dans le cadre de la sécurisation automatique ont été investies dans les FCPE de la gamme « ES-PL » ([fusionnés avec des fonds de la gamme Impact ISR](#)) déterminé en fonction de la date prévisionnelle du départ à la retraite de l'épargnant.

Celui-ci a indiqué, à cet effet, lors de son premier versement, la date à laquelle il envisageait de partir à la retraite et a mandaté Natixis Interépargne pour l'exécution des affectations et/ou des arbitrages inhérents au fonctionnement du dispositif.

Les avoirs sont investis sur les FCPE de la gamme "Impact ISR" utilisés dans le cadre de la sécurisation automatique sont les suivants :

- Impact ISR monétaire ;
- Impact ISR rendement solidaire ;
- Impact ISR équilibre ;
- Impact ISR performance.

Comment l'épargne a-t-elle été investie ?

La durée de placement comprend deux périodes : la période d'accumulation et la période de sécurisation.

Durée de placement

Accumulation	Sécurisation
--------------	--------------

La durée de la période de sécurisation est fonction du degré de risque inhérent au FCPE dans lequel l'investissement initial a été effectué (FCPE d'accumulation). Elle est d'autant plus longue que le profil de risque de ce FCPE est élevé.

Au fur et à mesure que le [titulaire](#) s'approche de la date prévisionnelle de son départ à la retraite, ses avoirs sont progressivement sécurisés par transferts mensuels : une partie des avoirs épargnés dans le FCPE d'investissement (ou d'accumulation) choisi initialement est ainsi transférée vers le FCPE de sécurisation "Impact ISR monétaire". Les transferts sont effectués très progressivement, ce qui permet un lissage quasi-parfait des fluctuations des marchés boursiers et conduit à terme à une désensibilisation intégrale des fonds.

Détermination du FCPE d'investissement et durée de sécurisation correspondante

Durée d'accumulation	Fonds	Durée de sécurisation
Si, au moment de son versement, le nombre d'années (n) séparant l'épargnant de son départ à la retraite est de :	Ses versements seront investis dans le FCPE :	puis sécurisés, dès que le nombre d'années le séparant de la date prévisionnelle de son projet ne sera plus que de :
n ≥ 12 ans	Impact ISR performance	12 ans (soit 12 x 12 = 144 transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/144 ^e des parts détenues)

Durée d'accumulation	Fonds	Durée de sécurisation
$7 \text{ ans} \leq n < 12 \text{ ans}$	Impact ISR équilibre	7 ans (soit $7 \times 12 = 84$ transferts mensuels correspondant chaque mois à $1/84^e$ des parts détenues)
$3 \text{ ans} \leq n < 7 \text{ ans}$	Impact ISR rendement solidaire	3 ans (soit $3 \times 12 = 36$ transferts mensuels correspondant chaque mois à $1/36^e$ des parts détenues)
$n < 3 \text{ ans}$	Impact ISR monétaire	(FCPE de sécurisation)

La détermination des durées a été réalisée en fonction des hypothèses de rendement des FCPE et des variations empiriques des marchés. L'intervalle de confiance (amplitude de variation possible de la valeur de part du FCPE) décroît au fur et à mesure que s'allonge la durée de placement.

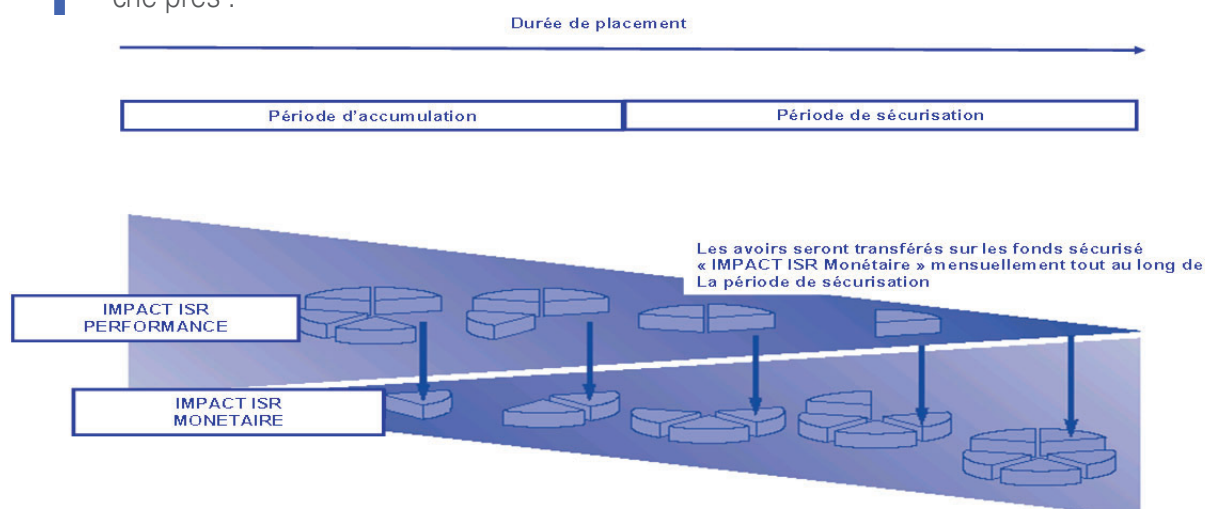
La période de désensibilisation optimale est celle à partir de laquelle le risque de moins-values devient négligeable. Les durées de placement des FCPE de la gamme ont été établies en conséquence.

Prenons un exemple : en 2007, un épargnant de 40 ans a envisagé de partir à la retraite à 65 ans. Il a indiqué dans son bulletin de versement que la date prévisionnelle de son départ à la retraite est 2032.

Il lui restait donc 25 ans avant son départ à la retraite. Son épargne aura été investie dans le fonds « ES-PL Actions internationales BP » ([fusionné depuis dans Impact ISR performance](#)) dont la durée de placement correspond à l'échéance de son départ à la retraite, 25 ans (12 ans et plus).

Douze ans avant l'échéance (départ à la retraite), Natixis Interépargne constate le nombre de parts détenues par le [titulaire](#) et effectue mensuellement le transfert d'une fraction des parts du FCPE "Impact ISR performance" vers le FCPE de sécurisation, "Impact ISR monétaire".

Ainsi, l'investissement (en phase d'accumulation) et le désinvestissement (en phase de sécurisation) peuvent être représentés de la façon suivante, aux évolutions de marché près :



L'orientation de la gestion et la composition des FCPE du PER COL-I sont précisées à l'article "Orientation de gestion" de leur règlement ainsi que dans les notices d'information des FCPE, annexées au règlement du plan.

Les fonds issus de la gamme Impact ISR du PER COL-I et du PEI sont gérés par la société, [Natixis Investment Managers International](#), société anonyme dont le siège social est à [43, avenue Pierre-Mendès-France, 75648 Paris Cedex 13](#).

CACEIS Bank, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est à Paris 13^e, 1-3, place Valhubert, est l'établissement dépositaire des FCPE composant le portefeuille.

Il s'engage à employer les sommes versées dans un délai maximum de 15 jours à compter de leur inscription sur les comptes des FCPE.

Natixis Interépargne, société anonyme au capital de 8 890 784 € dont le siège social est à Paris 13^e, 30, avenue Pierre-Mendès-France est le teneur de compte conservateur des parts des épargnants au plan pour chaque FCPE composant le portefeuille.

Le [titulaire](#) ou bénéficiaire et son épargne :

Lors de son premier versement dans le cadre du dispositif de sécurisation automatique, le [titulaire ou](#) bénéficiaire a indiqué sur son bulletin de versement la date d'échéance de son placement et a mandaté Natixis Interépargne pour l'exécution des affectations inhérentes au fonctionnement du dispositif décrit ci-dessus.

Lorsque le [titulaire ou](#) bénéficiaire a opté pour la gestion pilotée présentée dans le cadre du présent article 2.2.1, les avoirs ainsi investis sont alors gérés selon les modalités précisées ci-dessus.

Natixis Interépargne adresse au [titulaire ou](#) bénéficiaire une information périodique sur la position de son compte et l'informe par courrier du déclenchement de la période de sécurisation des avoirs.

a.1.1) Modification du mode de gestion pour les avoirs investis en gestion à horizon

Les [titulaires ou](#) bénéficiaires ayant investi dans ce mécanisme peuvent arbitrer la totalité de leurs avoirs ainsi investis :

- soit dans le cadre de la gestion pilotée basée sur les fonds générationnels "Avenir Retraite" ;
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

a.1.2) Modification du mode de gestion pour les autres modes de gestion proposés

Le [titulaire ou](#) bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les 2 modes de gestion proposés :

- dans le cadre de la gestion pilotée basée sur les fonds générationnels "Avenir Retraite", et/ou ;
- dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du [titulaire ou](#) bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du [titulaire ou](#) bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

a.2) La gestion pilotée par fonds générationnel : "Avenir Retraite"

La totalité des sommes versées est employée en parts ou 1/10 000 de parts du FCPE "Avenir Retraite", constitué de différents compartiments (Part I). Le [profil d'investissement de ce FCPE est qualifié "Équilibré horizon retraite"](#).

Les différents compartiments, ainsi que leur date d'échéance et l'orientation de leur gestion, sont précisés dans le règlement du FCPE « Avenir Retraite ». Durant la vie du FCPE, d'autres compartiments pourront être créés sous réserve de l'agrément de l'autorité des marchés financiers. Les compartiments sont créés par tranche de 5 ans. À l'échéance d'un compartiment, un nouveau compartiment est créé.

À la date de signature de l'avenant, les compartiments existants sont :

- Avenir Retraite 2020-2024 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2020 et 2024) ;
- Avenir Retraite 2025-2029 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2025 et 2029) ;
- Avenir Retraite 2030-2034 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2030 et 2034) ;
- Avenir Retraite 2035-2039 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2035 et 2039) ;
- Avenir Retraite 2040-2044 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2040 et 2044) ;
- Avenir Retraite 2045-2049 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2045 et 2049) ;
- Avenir Retraite 2050-2054 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2050 et 2054) ;
- Avenir Retraite 2055-2059 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2055 et 2059 et plus).

Comment est déterminé le compartiment dans lequel les versements sont affectés ?

Lors de son premier versement, le titulaire ou bénéficiaire indique dans son bulletin, la date prévisionnelle de son départ à la retraite.

Les versements du titulaire ou bénéficiaire sont investis dans le compartiment du FCPE "Avenir Retraite" dont l'horizon d'investissement comprend la date ainsi communiquée par le titulaire ou bénéficiaire.

Ainsi, par exemple, si le titulaire ou bénéficiaire indique 2027 comme date prévisionnelle de départ à la retraite, ses avoirs seront investis sur le compartiment "Avenir Retraite 2025-2029", dont l'horizon d'investissement est compris entre 2025 et 2029. Si le titulaire ou bénéficiaire indique 2025 comme date prévisionnelle de départ à la retraite, ses avoirs seront investis sur le compartiment "Avenir Retraite 2025-2029".

Si la date prévisionnelle de départ à la retraite du titulaire ou bénéficiaire n'est comprise dans aucun horizon d'investissement des compartiments du FCPE "Avenir Retraite" ouverts aux versements, ses avoirs seront investis dans le FCPE "Impact ISR monétaire".

Les versements ultérieurs seront investis dans le même compartiment que le versement initial.

La commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE receveur est à la charge du titulaire ou bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin de souscription et pourront être révisées chaque année.

Le risque est-il toujours le même durant la durée de vie du compartiment ?

Chaque compartiment change d'allocation d'actif au cours de sa durée de vie, conformément au règlement du FCPE "Avenir Retraite".

Les avoirs épargnés dans un compartiment du FCPE "Avenir Retraite" sont donc désensibilisés par modification de l'allocation d'actifs dudit compartiment.

En effet, en fonction de la date d'échéance du compartiment et de son orientation de gestion, le gérant diminuera progressivement la proportion d'actions au bénéfice des

produits de taux. Très dynamique dans un premier temps, la gestion est donc progressivement **désensibilisée** afin d'obtenir une réduction du risque au fur et à mesure que le **titulaire ou bénéficiaire** se rapproche de la date **d'échéance**.

De plus, le gérant responsable de l'allocation dispose de marges de flexibilité afin d'optimiser les performances en fonction des tendances de marché et des perspectives, tout en cherchant à préserver le capital sur l'horizon de placement contre l'érosion monétaire.

Pendant la période d'indisponibilité :

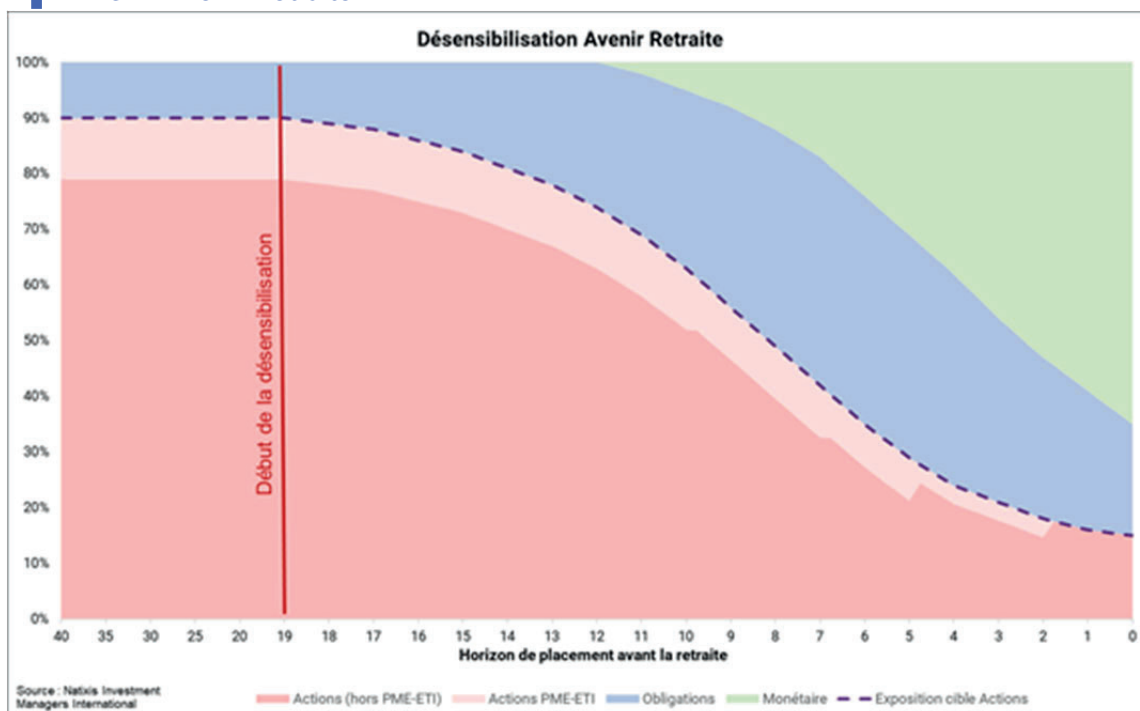
- le **titulaire ou bénéficiaire** ne peut pas effectuer de modification de choix de placement entre les compartiments du FCPE "Avenir Retraite", sauf s'il modifie sa date **d'échéance** ;
- le **titulaire ou bénéficiaire** peut également demander la modification de choix de placement de tout ou partie de ses avoirs vers un ou plusieurs FCPE/compartiments de la gestion libre.

Les avoirs **transférés** sont alors investis conformément à l'article 2.1 relatif à la gestion libre.

Les frais afférents à ces opérations sont à la charge du **titulaire ou bénéficiaire** (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement qui sont prises en charge par l'entreprise adhérente au titre des prestations de tenue de comptes-conservation).

Par ailleurs, l'investissement dans le FCPE receveur donne lieu, conformément aux dispositions prévues ci-avant, à la perception d'une commission de souscription à la charge du **titulaire ou bénéficiaire** ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin de souscription et pourront être révisées chaque année.

Évolution des allocations d'actifs en fonction de l'horizon de départ à la retraite du FCPE Avenir Retraite:



Que devient l'épargne à la date d'échéance du compartiment choisi ?

Avant la date d'échéance du compartiment choisi, le **titulaire ou bénéficiaire** sera interrogé par le teneur de compte ou **gestionnaire**, sur la manière dont il souhaite sortir du compartiment concerné **à l'échéance**. Il pourra alors choisir entre :

- le remboursement de ses avoirs, s’il souhaite que la délivrance de ses avoirs s’effectue sous forme de capital ;
- le transfert de ses avoirs vers la société d’assurance désignée s’il souhaite que la délivrance de ses avoirs s’effectue sous forme de rente viagère ;
- l’arbitrage de ses avoirs vers un autre compartiment du FCPE “Avenir Retraite” s’il modifie sa date d’échéance ;
- l’arbitrage de ses avoirs dans le FCPE “Impact ISR monétaire” ou vers l’un des compartiments proposés en gestion libre.

Les avoirs des porteurs de parts n’ayant pas effectué de choix seront transférés dans le FCPE “Impact ISR monétaire”. Cette opération prendra la forme, à l’échéance de chaque compartiment, d’une scission de l’actif du compartiment vers ce FCPE d’accueil, après accord du conseil de surveillance du FCPE et agrément de l’autorité des marchés financiers.

L’orientation de la gestion, le profil de risque et la composition de chaque compartiment du portefeuille du FCPE “Avenir Retraite” sont précisés dans le règlement et leur DICI respectifs.

b) Gestion pilotée proposée par la société de gestion Amundi Asset Management

Les 2 mécanismes de désensibilisation des avoirs sont :

1. La gestion pilotée.
2. Le PERCO garanti (ce mécanisme est fermé aux souscriptions depuis la valeur liquidative du 3 janvier 2017).

Le titulaire ou bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les deux mécanismes de gestion pilotée et/ou un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d’indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du bénéficiaire concerné (à l’exception de deux modifications annuelles du choix de placement qui sont prises en charge par l’entreprise adhérente au titre des prestations de tenue de compte conservation) et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés.

Par ailleurs la commission de souscription perçue à l’entrée du FCPE est à la charge au choix du titulaire ou du bénéficiaire ou de l’entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d’adhésion et pourront être révisées chaque année.

b.1) La gestion pilotée

L’option “Gestion pilotée” est une technique d’allocation automatisée visant à sécuriser progressivement l’épargne de chaque titulaire ou bénéficiaire en fonction de l’horizon de placement choisi par lui.

La gestion pilotée est une technique d’allocation d’actifs automatisée entre plusieurs supports de placement, en fonction d’un profil d’évolution d’allocation et d’un horizon de placement, choisi par le titulaire. Elle garantit une diminution progressive de la part des actifs à risque élevé ou intermédiaire et une augmentation progressive de la part des actifs présentant un profil d’investissement à faible risque, à mesure que la date de liquidation envisagée par le titulaire approche. Le rythme minimal de sécurisation et la nature des actifs présentant un profil d’investissement à faible risque sont précisés par arrêté du ministre chargé de l’économie.

Le PER COL-I prévoit la possibilité pour le titulaire de ne pas respecter le rythme minimal de sécurisation de l’épargne mentionné ci-dessus, à condition qu’il en fasse expressément la demande.

Par ce moyen, le titulaire donne l'ordre au gestionnaire, d'effectuer, selon une fréquence définie, les arbitrages de placement entre plusieurs FCPE, en son nom et pour son compte. La formule d'allocation visera à privilégier les supports plus sécuritaires au fur et à mesure du rapprochement de la date d'échéance.

La date de liquidation retenue correspond à l'âge légal de départ à la retraite au moment du versement. Cette date peut être modifiée à tout moment par le titulaire.

Une approche de la retraite par horizon

Chaque titulaire ou bénéficiaire choisit son horizon de placement en fonction de critères personnels :

- sa date prévisionnelle de départ en retraite ;
- une date antérieure à son départ en retraite, notamment s'il a pour objectif l'acquisition de sa résidence principale.

Puis il détermine son profil d'investisseur "Prudent Horizon Retraite" ou "Équilibre Horizon Retraite", en fonction de son niveau de sensibilité au risque.

En choisissant l'option "Gestion pilotée", le titulaire ou bénéficiaire opte pour un pilotage totalement individualisé de ses avoirs dans le temps, en fonction de son horizon de placement, avec un arbitrage automatisé entre les FCPE retenus pour cette formule. La répartition de ses avoirs entre les supports d'investissement est adaptée chaque année à son horizon de placement. Le titulaire et bénéficiaire ne peut donc en aucune façon intervenir ni dans le choix des supports de placement, ni dans leur répartition au sein du profil retenu.

Nombre d'années avant échéance	PRUDENT HORIZON RETRAITE				EQUILIBRE HORIZON RETRAITE			
	Amundi Label Monétaire ESR - F	Amundi Label Obligataire ESR	Amundi Label Actions Euroland ESR	Amundi Actions Euro Mid Cap ESR - 703	Amundi Label Monétaire ESR - F	Amundi Label Obligataire ESR	Amundi Label Actions Euroland ESR	Amundi Actions Euro Mid Cap ESR - 703
30	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
29	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
28	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
27	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
26	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
25	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
24	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
23	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
22	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
21	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
20	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
19	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
18	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
17	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
16	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
15	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
14	0%	50%	25%	25%	0%	20%	55%	25%
13	0%	53%	22%	25%	0%	20%	55%	25%
12	1%	55%	20%	24%	0%	23%	53%	24%
11	5%	55%	18%	22%	0%	28%	50%	22%
10	8%	55%	18%	19%	0%	34%	47%	19%
9	11%	55%	21%	13%	0%	39%	48%	13%
8	15%	55%	21%	9%	0%	45%	46%	9%
7	19%	55%	23%	3%	0%	51%	46%	3%
6	22%	55%	21%	2%	0%	58%	40%	2%
5	26%	55%	18%	1%	5%	60%	34%	1%
4	31%	55%	14%	0%	12%	60%	28%	0%
3	42%	47%	11%	0%	20%	60%	20%	0%
2	58%	34%	8%	0%	35%	53%	12%	0%
1	78%	18%	4%	0%	63%	31%	6%	0%

Cette gestion spécifique se fonde notamment sur des études historiques (depuis 1950, marchés français et étrangers) montrant que, sur le long terme, les

actions offrent les meilleures performances nettes d'inflation, et que l'allongement de la durée du placement atténue sensiblement, sur l'ensemble de la période, le risque (mesuré par la volatilité) lié aux variations des marchés financiers. Pour chaque niveau de risque, il existe donc une allocation d'actif optimale entre actions, obligations et produits monétaires permettant de maximiser le rendement.

Ces grilles d'allocation sont susceptibles d'être ajustées en fonction d'évolutions majeures des marchés.

La société de gestion est susceptible d'apporter des adaptations aux grilles définies ci-dessus en modifiant la répartition des actifs entre les supports. Les nouvelles grilles ainsi définies seront préalablement portées à la connaissance des titulaires du PER COL-I et des bénéficiaires du PEI ayant opté pour la gestion pilotée.

Les grilles d'allocation d'actifs "Prudent Horizon retraite," et "Équilibre Horizon Retraite" sont investies au moins à 10 % de titres éligibles au PEA-PME conformément aux dispositions de l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

Un pilotage individualisé

Une allocation d'actifs est définie chaque année en fonction de l'horizon choisi, la part des actifs les plus sécuritaires augmentant progressivement pour réduire la part des placements "risqués" dans son investissement global.

À titre d'exemple, pour un titulaire ou un bénéficiaire ayant pour un projet à échéance de 8 ans (lié à l'acquisition de sa résidence principale ou à sa date de départ en retraite), ses investissements sur le profil "Prudent Horizon Retraite" seront répartis de la façon suivante : 9 % sur le FCPE Amundi Actions Euro Mid Cap ESR-703, 21 % sur le FCPE Amundi Label Actions Euroland ESR-F, 55 % sur le FCPE Amundi Label obligataire ESR-F et 15 % sur le FCPE Amundi Label monétaire ESR-F. Deux ans avant la date prévue de liquidation de ses avoirs, ils seront répartis comme suit : 8 % sur le FCPE Amundi Label Actions Euroland ESR-F, 34 % sur le FCPE Amundi Label obligataire ESR-F et 58 % sur le FCPE Amundi Label monétaire ESR-F.

Trimestriellement, un ajustement des supports de placement permet de corriger les écarts entre la répartition définie pour l'année en cours et la valorisation des différents supports : la répartition des avoirs du titulaire ou bénéficiaire est ainsi régulièrement réajustée pour se caler sur l'allocation-cible de l'année en cours.

Cette répartition se fait au travers des quatre supports de placement suivants :

- Amundi Label monétaire ESR-F ;
- Amundi Label obligataire ESR-F ;
- Amundi Label actions Euroland ESR-F ;
- Amundi Actions Euro Mid Cap ESR-703,

dont les classes d'actifs sont utilisées pour parvenir à l'allocation cible de l'année retenue.

Ainsi, dès que le titulaire ou bénéficiaire a précisé son horizon d'investissement et son profil d'investisseur, les versements qu'il effectue tout au long de l'année sont investis chaque trimestre dans tout ou partie de ces supports de façon à ce que l'allocation-cible soit atteinte.

Le titulaire ou bénéficiaire et son épargne

Lors de ses versements, si le titulaire ou bénéficiaire souhaite retenir ce mode de gestion, il indique sur son bulletin de versement :

- le mode de gestion retenu : "Gestion pilotée" ;
- l'horizon de son placement ;
- et le profil choisi.

En pratique, 3 cas de figure peuvent se présenter lorsque le titulaire ou bénéficiaire choisit d'affecter son versement à la "Gestion pilotée", selon l'existence ou non d'avoirs déjà gérés selon ce mode de gestion :

a) Le titulaire ou bénéficiaire ne détient pas, à ce moment, d'avoirs gérés en "Gestion pilotée" : il procède comme indiqué ci-dessus.

b) Le titulaire ou bénéficiaire détient déjà des avoirs gérés en "Gestion pilotée" : en retenant à nouveau ce mode de gestion, sans précision de l'horizon et/ou du profil choisis, il conserve automatiquement les caractéristiques préexistantes.

c) Le titulaire ou bénéficiaire détient déjà des avoirs gérés en "Gestion pilotée" et souhaite qu'à l'occasion de son versement, les caractéristiques d'horizon et/ou de profil soient modifiées : il indique en conséquence l'horizon et/ou le profil qu'il souhaite désormais retenir, en sachant que cette modification s'appliquera nécessairement à l'ensemble du stock de ses avoirs dans ce mode de gestion.

La répartition de l'épargne est modifiée périodiquement de façon à ce que la totalité des avoirs sous "Gestion pilotée" (y compris le ou les nouveaux flux de versement enregistré(s) depuis le précédent ajustement) soient répartis selon l'allocation-cible de l'année en cours définie dans la grille de désensibilisation (fonction de l'horizon de placement et du profil choisis par le titulaire ou bénéficiaire).

Les réajustements de la répartition de l'épargne du titulaire ou bénéficiaire ont lieu à date fixe. La désensibilisation est réalisée annuellement, les autres réajustements permettent de conserver l'allocation-cible en neutralisant les différences d'évolution des trois FCPE.

Le titulaire ou bénéficiaire peut visualiser sur Internet un avis d'opération qui l'informe régulièrement des arbitrages trimestriels effectués et de la position de ses avoirs sur son dispositif PER COL-I.

Le titulaire ou bénéficiaire peut à tout moment choisir l'option « Gestion pilotée » en l'indiquant sur le site internet nom du site internet ou en adressant au teneur de compte une demande écrite. Chaque nouveau versement peut être effectué en choisissant ou non cette option.

S'il désire faire entrer dans l'option "Gestion pilotée" tout ou partie de ses avoirs déjà détenus en option "Gestion libre", les arbitrages sont réalisés au premier ajustement suivant.

Le titulaire ou bénéficiaire peut à tout moment modifier son horizon de placement ou son profil d'investisseur via le site internet [nom du site] ou en adressant au teneur de compte une demande écrite. Toutefois il est rappelé au titulaire ou bénéficiaire qu'une modification fréquente de l'option retenue, de l'horizon de placement ou du profil d'investisseur peut nuire à la performance de ses avoirs.

Le titulaire ou bénéficiaire peut mettre fin à tout moment à l'option "Gestion pilotée" en l'indiquant sur internet ou en adressant une demande écrite au teneur de compte.

Les frais liés à l'option "Gestion pilotée" sont pris en charge par l'entreprise.

b.1.2) Modification du mode de gestion pour les autres modes de gestion proposés

Le titulaire ou bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les 2 modes de gestion proposés :

- dans le profil "Prudent Horizon Retraite" ou le profil "Équilibre Horizon Retraite" mentionnés ci-dessus, et/ou ;
- dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

b.2) Le PERCO garanti

Ce mécanisme est fermé aux souscriptions depuis la valeur liquidative du 3 janvier 2017. Les sommes recueillies par le plan sont employées, à l'acquisition de parts du fonds commun de placement "Amundi Objectif retraite ESR".

Le FCPE "Amundi Objectif retraite ESR" est un FCPE à compartiments. À la date de mise en place de ce fonds, les bénéficiaires ont la possibilité de souscrire aux 3 compartiments suivants du FCPE "Amundi Objectif retraite ESR" :

- "Amundi Objectif retraite 2020 ESR" ;
- "Amundi Objectif retraite 2025 ESR" ;
- "Amundi Objectif retraite 2030 ESR".

Chaque compartiment offre aux bénéficiaires du plan une formule de placement se décomposant en 2 phases successives :

- une période d'épargne "Phase 1", au cours de laquelle les souscriptions sont effectuées. Cette phase garantit à échéance aux porteurs, 100 % de la plus élevée des valeurs liquidatives établies depuis la création du compartiment ;
- une période de mise à disposition "Phase 2" qui propose une phase de restitution de capital sécurisée garantissant, pour chaque part détenue, chaque année pendant la durée de la phase (soit sur 10 dates), un montant égal à 10 % de la valeur liquidative constatée à la date d'échéance de la phase 1, qui donnera lieu à la création de parts, par le teneur de compte conservateur de parts, sur le compartiment "Amundi Disponible retraite ESR".

La période d'épargne et la période de mise à disposition sont spécifiques à chaque compartiment.

Si d'autres compartiments sont créés, les bénéficiaires y auront automatiquement accès, sans nécessité d'avenant à l'accord. Chacun de ces compartiments se décomposera en une période d'épargne et une période de mise à disposition comme indiquées ci-avant.

Le compartiment "Amundi disponible retraite ESR" constitue l'actuel 4^e compartiment du fonds.

Au plus tard 4 mois avant l'échéance de la garantie de la phase 1, les bénéficiaires seront interrogés par le teneur de compte conservateur de parts aux fins de communiquer leur choix entre :

- le rachat de leurs parts, si elles sont disponibles ;
- le transfert de leurs avoirs vers un autre support de placement proposé dans le plan ;
- le maintien de leurs parts dans le compartiment. Les avoirs entreront alors dans la phase 2 du compartiment.

Les bénéficiaires devront notifier leur choix, au teneur de compte conservateur de parts, éventuellement par l'intermédiaire de leur entreprise, au plus tard 1 mois avant la date d'échéance de la phase 1.

À défaut de notification de son choix dans le délai susvisé, les avoirs du porteur de parts seront maintenus dans le compartiment et entreront dans la phase 2.

Il est également précisé que dans le cadre du fonds, au cours de la phase 2, aucun arbitrage d'un autre support ne peut être effectué vers le compartiment "Amundi Disponible retraite ESR".

Pour les FCPE de gestion libre et pilotée gérés par la société de gestion [Natixis Investment Managers International](#) :

- les mentions légales de la société de gestion sont :

- Natixis Investment Managers International, dont le siège social est à 43, avenue Pierre-Mendès-France, 75648 Paris Cedex 13 ;
- les mentions légales du dépositaire sont :
 - CACEIS Bank, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est à Paris 13^e, 1-3, place Valhubert.

Pour les FCPE de gestion libre et pilotée gérés par la société de gestion Amundi Asset Management :

- les mentions légales de la société de gestion sont :
 - Amundi Asset Management, société anonyme au capital de 1 086 262 605 € dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75730 Paris Cedex 15 ;
- les mentions légales du dépositaire sont :
 - CACEIS Bank, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est à Paris 13^e, 1-3, place Valhubert.

2.2. La gestion libre

Les offres de placement proposées dans le cadre du PEI ES-PL constituent également les offres de placement proposées dans le cadre de la gestion libre du PER COL-I.

[Le titulaire répartit librement son versement entre les FCPE proposés. Son choix doit être précisé lors de chaque versement et à défaut de choix explicite, l'option par défaut s'applique.](#)

Pendant ou à l'issue de la période d'indisponibilité, le titulaire peut modifier l'affectation de tout ou partie de ses avoirs entre les FCPE gérés par la même société de gestion.

Au cours de la période d'indisponibilité, il peut demander le transfert de tout ou partie de ses avoirs vers l'un ou plusieurs des mécanismes de gestion pilotée ouverts aux versements (gestion par grille d'allocation et/ou fonds générationnels) et gérés par la même société de gestion que celle retenue dans le cadre de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents seront à la charge du [titulaire ou du](#) bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte, à la charge de l'entreprise adhérente). Par ailleurs la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du [titulaire ou du](#) bénéficiaire, ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année. »

Article 29 | **Modification de l'annexe 4 « Terminologie »**

« Adhérent(e) : entreprise dans laquelle est installé le plan d'épargne salariale ES-PL, quels que soient le nombre ou la qualité des personnes qui vont en bénéficier pratiquement.

Bénéficiaire : personne (salarié, chef d'entreprise ou mandataire social) qui bénéficie du dispositif mis en place dans l'entreprise adhérente. Équivalent : porteur de parts.

[ETR ou établissement teneur de registres : établissement habilité à effectuer la tenue de registre des comptes administratifs ouverts au nom de chaque bénéficiaire, prévue aux articles R. 3332-14, R. 3332-15 et R. 3332-16 du code du travail ainsi que toute prestation de conservation ou administration d'instruments financiers dans le cadre de dispositif d'épargne salariale.](#)

Gestionnaire : établissement habilité pour les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers dans le cadre de dispositif d'épargne retraite, conformément à l'article L. 224-8 du code monétaire et financier.

Titulaire : personne (salarié, chef d'entreprise ou mandataire social) qui bénéficie du PER COL-I mis en place dans l'entreprise adhérente. Équivalent : porteur de parts ou bénéficiaire dans le PEI. »

Article 30 | Ajout d'une annexe 5 « Fiscalité (1^{er} octobre 2019) »

« Les dispositions de la présente annexe sont mentionnées à titre informatif, sont valables au 1^{er} octobre 2019, et sont susceptibles de modifications réglementaires et/ou législatives. Le titulaire, dont le traitement fiscal dépend de sa situation personnelle, peut disposer d'informations complémentaires en consultant le site : <https://www.impots.gouv.fr>, ou en prenant contact avec les services fiscaux.

a) Fiscalité des versements dans le PER COL-I

– Conformément à l'article L. 224-20 du code monétaire et financier :

Les versements volontaires réalisés dans le PER COL-I sont déductibles du revenu net imposable à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts, dans la limite maximum de 10 % du revenu annuel N – 1 du foyer fiscal, fixé *a minima* à un plafond annuel de la sécurité sociale – PASS et de 8 PASS, selon les informations propres à la déclaration d'impôt sur le revenu n° 2042 et selon les conditions définies sur le site : <https://www.impots.gouv.fr/portail/particulier/epargne-retraite>. En contrepartie de cet avantage fiscal à l'entrée, les sommes seront fiscalisées au moment du retrait selon la réglementation en vigueur ;

– Les versements volontaires non déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu demeurent possibles sur mention expresse et irrévocable du titulaire. En l'absence de précision du titulaire, les versements volontaires sont, par défaut, déductibles du revenu net imposable à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts.

– Les sommes revenant aux titulaires au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement, et affectées au PER COL-I sont exonérées d'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts ;

– Les versements obligatoires de l'employeur ou du titulaire sur le PER COL-I sont déductibles du revenu net imposable à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts.

b) Fiscalité des sommes reversées à la sortie du PER COL-I

L'épargne reversée sous forme de capital est affranchie d'imposition sur le revenu, lorsque les sommes ont pour origine :

– de l'épargne salariale (intéressement, participation, abondement de l'employeur), ainsi que des droits inscrits sur un compte épargne-temps ou, en l'absence de compte épargne-temps, de jours de repos non pris, sous réserve qu'ils soient eux-mêmes exonérés de l'impôt sur le revenu en application du code général des impôts ;

– des versements volontaires d'un titulaire qui n'ont pas fait l'objet d'une déduction du revenu imposable conformément aux dispositions du code général des impôts ;

– un des cas de déblocage anticipés L. 224-4 du code monétaire et financier, à l'exception de l'acquisition de la résidence principale.

Dans les autres cas où l'épargne est reversée sous forme de capital ou en cas de sortie en rente, celle-ci est assujettie à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions du code général des impôts. »

Article 31 | Ajout d'une annexe 6 « Frais »

« Frais charge entreprise

Les frais obligatoirement pris en charge par l'employeur en application de l'article L. 224-15 du code monétaire et financier sont les frais récurrents de toute nature liée à la tenue du compte-titres.

Par ailleurs, l'entreprise décide de prendre en charge les frais suivants :

- l'ouverture du compte du titulaire ;
- les frais afférents à un versement annuel du salarié en plus du versement de la participation et de l'intéressement sur le plan ;
- deux modifications annuelles du choix de placement ;
- l'établissement et l'envoi du relevé annuel de situation prévu à l'article 4 de la décision n° 2002-03 du conseil des marchés financiers ;
- l'ensemble des rachats à l'échéance ou lors de déblocages anticipés ;
- l'accès des titulaires aux outils télématiques les informant sur leurs comptes.

Les frais pris en charge par l'employeur sont facturés par le gestionnaire à l'employeur. Ils ne donnent pas lieu à un prélèvement sur les droits individuels en cours de constitution dans le plan d'épargne retraite tant que le titulaire est salarié de l'entreprise.

Frais charge titulaire/bénéficiaire

Se référer à la grille en vigueur dans l'entreprise, disponible sur le site internet du teneur de compte gestionnaire. »

Article 32

L'annexe 7 « Critères des choix de placement – DICI DES FCPE » est mise à jour et complétée des DICI dans leur intégralité.

Article 33

Les autres stipulations de l'accord interprofessionnel relatif au PEI et au PERCOI « Épargne salariale – Professions libérales » (ES-PL) du 27 novembre 2002 et de ses avenants subséquents restent inchangées.

Article 34

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 35

Le dépôt de l'avenant sera effectué par l'UNAPL en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 36

Une demande d'extension du présent avenant sera formulée dans le respect de la réglementation en vigueur, l'UNAPL étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 14 janvier 2021.

(Suivent les signatures.)